

## Sous le « populisme » : le nationalisme

Pierre-André Taguieff

Numéro 68, printemps 2017

Du populisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85373ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Taguieff, P.-A. (2017). Sous le « populisme » : le nationalisme. *L'Inconvénient*, (68), 8–10.

# SOUS LE « POPULISME » : LE NATIONALISME

*Pierre-André Taguieff*

On assiste, depuis quelques années, à la construction d'un nouvel ennemi quasi mondial, baptisé « le populisme ». Passons sur l'indétermination du terme dans ses usages ordinaires et polémiques<sup>1</sup>. Il fonctionne habituellement en tant que synonyme approximatif d'expressions telles que *extrême droite*, *droite extrême*, *droite radicale*, *droite autoritaire*, *droite réactionnaire*, etc. Certains l'emploient même comme substitut lexical de *fascisme*<sup>2</sup>. Pablo Iglesias, le leader de Podemos, publie le 9 novembre 2016 un article intitulé « Trump et le moment populiste », qui commence par cette affirmation péremptoire : « Un fasciste a gagné<sup>3</sup>. » Mais la tentative de « fascisation » du « populiste Trump » avait commencé bien avant l'élection de ce dernier<sup>4</sup>. La confusion sémantique s'accroît du fait que certains ex-communistes prétendent défendre un « populisme de gauche », censé représenter le « bon » populisme. La péjoration du terme est telle, cependant, que ces populistes supposés vertueux restent marginaux, confinés dans certaines mouvances de l'extrême gauche intellectuelle. La posture antipopuliste fait désormais partie de l'idéologie dominante mondialisée. Nous devons supporter les gros titres racoleurs des journaux et des magazines du type : « La vague populiste. Comment éviter le pire<sup>5</sup> ». L'illusion de la marche vers le pire est une illusion parmi d'autres, mais ceux qui s'y accrochent sont ceux qui, convaincus d'être les gardiens des valeurs morales, savent qu'ils ont perdu la partie. Les donneurs de leçons ont besoin de théâtraliser leur catastrophisme.

Il est temps d'ouvrir les yeux et de sortir de la pensée-slogan. Ce qu'on nomme improprement « populisme » n'est autre que l'ensemble bariolé formé par les mobilisations et les gouvernements nationalistes observables en Europe comme ailleurs. Le nationalisme est la vérité du « populisme », qui, en tant que discours, se réduit à un style politique illustrant la démagogie de l'âge démocratique<sup>6</sup>. C'est pourquoi, dans la plupart des cas, le « populisme » désigné est un national-populisme, un populisme plus identitaire que protestataire : le peuple-*ethnos* ne fonctionne pas comme le peuple-*dèmos* (le peuple comme plèbe, classes populaires, etc.)<sup>7</sup>. En outre, les tribuns dits populistes jouent sur l'ambiguïté du mot *peuple* : ils s'adressent tantôt, en nationalistes, au peuple tout

entier (le corps civique dans son ensemble, comme dans l'expression *populus romanus*) en vue de le rassembler, tantôt à la « partie basse » du peuple (le « petit peuple »), disons la nouvelle plèbe, laquelle, aujourd'hui définie en termes de classes sociales, comprend les classes populaires mais aussi ce qu'il est convenu d'appeler, d'une façon vague, les « classes moyennes », censées représenter la « majorité silencieuse » et, bien sûr, travailleuse. Comme les démagogues dont l'action est analysée par Aristote<sup>8</sup>, les nouveaux tribuns de la plèbe dénoncent les riches et les puissants censés abuser de leur pouvoir. Le schème classique est le suivant : les démagogues acquièrent la confiance du peuple en exploitant son hostilité à l'égard des riches, puis renversent le régime démocratique pour installer une tyrannie.

La cause du peuple-plèbe ne se confond pas avec la cause des peuples, ces derniers étant définis comme des communautés politiques ou des entités ethno-nationales menacées aujourd'hui dans leur indépendance par des oligarchies internationales – comme elles l'étaient naguère par des puissances impériales. Mais les deux causes sont aujourd'hui mêlées dans leurs discours par les tribuns nationaux-populistes. En 1984, au moment où il fait irruption dans l'espace politique, Jean-Marie Le Pen signe son premier livre politique, intitulé emblématiquement *Les Français d'abord*<sup>9</sup>. La « préférence nationale » est posée comme le socle du programme de gouvernement du Front national. Le slogan nationaliste élémentaire est répété par Donald Trump, le 21 novembre 2016, dans une vidéo où il présente les priorités de son début de mandat : « Mon programme sera fondé sur un principe central simple : mettre l'Amérique d'abord<sup>10</sup>. »

La vraie question est donc celle de la flambée des nationalismes, qu'il s'agisse des nationalismes ethniques ou culturels, économiques ou politiques (dits « civiques »). Insistons sur le pluriel : ces nationalismes peuvent converger, se chevaucher ou fusionner, mais aussi s'exclure les uns les autres. Le nationalisme banal, diffus, consensuel, se mêlant avec l'attachement patriotique, ne saurait être confondu avec tel ou tel nationalisme fortement idéologisé, élaboré par des entrepreneurs intellectuels spécialisés. On n'observe

pas de nationalismes « purs » : un nationalisme observable n'est jamais purement civique, ethnique ou culturel. Il ne faut pas prendre les catégories analytiques ou les types idéaux pour des réalités sociopolitiques concrètes. Faire référence à quelque chose comme « le nationalisme », c'est utiliser une abstraction commode, qui ne dispense pas d'analyser au cas par cas les situations caractérisées comme nationalistes<sup>11</sup>.

La défense des identités nationales oscille en effet entre le front de l'identité culturelle et celui de la souveraineté, deux barrages qui s'élèvent devant la machine-monstre à mondialiser. À cet égard, l'élection de Donald Trump, placée sous le signe du protectionnisme et du nationalisme économique, est devenue emblématique d'un mouvement mondial paraissant stopper la vague libre-échangiste. Le fort ralentissement du commerce mondial et l'émergence de projets politiques visant à empêcher les délocalisations d'entreprises vont dans ce sens. S'il est hâtif de parler d'une « démondialisation<sup>12</sup> », il s'agit cependant d'un véritable défi, en ce que la renaissance du nationalisme offre un démenti aux prophéties de la globalisation salvatrice et aux promesses de la mondialisation heureuse, célébrant une humanité réconciliée en marche vers la prospérité planétaire et la démocratie cosmopolite. Ce qui se heurte à la réalité historique déplorablement têtue, c'est le rêve impolitique par excellence, à savoir l'utopie du passage irréversible au postnational sous l'égide des droits de l'homme, en vue d'assurer la paix perpétuelle. Les nations résistent aux processus censés les conduire à la mort. Qu'elles le fassent d'une façon imparfaite, en suivant ou en applaudissant des démagogues, c'est là une autre question.

Sur la scène médiatique, la « menace populiste », largement fantasmée, entre en concurrence avec la « menace islamiste », dont le visage est dessiné par les jihadistes, nouveaux fanatiques aux comportements barbares. L'analogie est à l'évidence trompeuse. On ne saurait mettre sur le même plan la menace incarnée par les tenants d'une nouvelle barbarie totalitaire et le risque de voir arriver au pouvoir, par les urnes, des démagogues plus ou moins autoritaires. Alors que ce qu'on appelle confusément « populisme » devrait désigner en toute rigueur l'appel au peuple sans médiations et le rejet des élites dirigeantes qui confisquent la démocratie, ce qui définit une orientation hyperdémocratique<sup>13</sup> – instrumentalisée souvent par de nouveaux démagogues de droite ou de gauche –, la mise en scène du populisme en tant qu'ennemi consiste à l'opposer globalement à « la démocratie ». Les partisans de la démocratie directe, donc d'un hyperdémocratisme, sont par là diabolisés en tant qu'ennemis de « la démocratie ». Il est à craindre que, sous la « démocratie » ainsi invoquée, ne se cachent les membres et les bénéficiaires de systèmes oligarchiques, avant tout soucieux de défendre leurs privilèges ou leurs intérêts, liés à une globalisation sans entraves. Le troisième ennemi mondial, le « néolibéralisme » – « idéologie pratique<sup>14</sup> » de l'individualisme concurrentiel et du marché global autorégulé –, n'est pas loin. Il n'est pas facile de dénoncer à la fois le populisme et le néolibéralisme, dès lors qu'on sait qu'ils s'opposent l'un à l'autre. Les antipopulistes sont donc voués à faire malgré eux le jeu des tenants du néolibéralisme.

Quant aux antinéolibéraux, ils sont condamnés à apporter de l'eau au moulin des populistes.

Le nouveau discours de propagande des élites installées, en Europe comme aux États-Unis, privilégie le thème de la démocratie menacée par le populisme. Tel est le topos principal de la rhétorique antipopuliste : « Le populisme contre la démocratie ». On observe aujourd'hui la diffusion de l'une de ses variantes : « Le populisme contre l'Europe », qui présuppose que l'Union européenne incarne « la démocratie ». Voilà qui permet de fabriquer le slogan mobilisateur : « L'Europe contre le populisme ». Les européistes s'efforcent ainsi de monopoliser la référence à la démocratie, alors même que ce qui provoque la dislocation tendancielle de l'Union européenne, c'est l'indifférence de cette machine bureaucratique et technocratique aux intérêts et aux aspirations des peuples européens. Cette indifférence de la « caste » européiste vient s'ajouter à celle des élites dirigeantes nationales à l'égard des classes populaires.

Ce qui est principalement reproché aux « populistes », c'est qu'ils sont imprévisibles, à l'image du vote en leur faveur. En témoigne l'élection de Donald Trump après le vote en faveur du *Brexit*. Il faut donc croire que leurs adversaires sont hautement prévisibles dans leurs décisions, c'est-à-dire rassurants. Illusion dangereuse : ceux qui sont trop prévisibles croient volontiers que le cours des événements est lui-même prévisible, et se montrent désorientés à la moindre averse imprévue. La marche de l'Histoire n'a rien d'un long fleuve tranquille. Elle n'a rien non plus du trajet linéaire d'un train qu'il suffirait de prendre à l'heure, comme le croient tous les esprits non tragiques. L'événement imprévu oblige à faire un effort de réflexion et à s'adapter à la situation nouvelle, ce qui implique de réviser les stratégies et les tactiques. Voilà qui dérange la paresse intellectuelle.

Ce qui fait peur aux antipopulistes, c'est donc l'aventure. Le non-programmé les désarçonne. L'imprévisible les angoisse. Le risque les déprime. Leurs interprétations catastrophistes de l'imprévu les conduit à une surestimation du risque. Dès l'automne 2007, à propos du « virage populiste » pris par la Pologne, avec Lech Kaczynski président et Jaroslav Kaczynski premier ministre, la presse s'inquiète, n'ayant pas la moindre idée de ce que pourront faire au pouvoir les « imprévisibles jumeaux », ces « agitateurs » qu'on juge « virtuoses dans l'art de la guerre mais incapables de gérer la paix<sup>15</sup> ». Depuis, « le populisme » est régulièrement dénoncé comme un ouragan capable de balayer toutes les institutions démocratiques sur son passage. La « vague », observable mais supportable, s'est faite tempête dans l'esprit de certains, saisis par l'affolement. Après le traumatisme du *Brexit*, la victoire électorale « imprévisible » de Donald Trump « l'imprévisible » est venue alimenter l'imaginaire antipopuliste, tout comme l'idée d'une possible victoire de Marine Le Pen en 2017. Des événements jugés improbables ont prouvé qu'ils pouvaient avoir lieu.

Le cliché est dans toutes les têtes : « la montée des populismes<sup>16</sup> », une « montée » jugée irrépressible, voire inéluctable. C'est la grande menace dénoncée par la gauche. Le 14 juillet 2016, François Hollande déclare : « Ce qui nous

menace, c'est la montée des populismes, mais je me laisserai pas intimider par les menaces<sup>17</sup>. » La peur de la submersion affecte particulièrement ceux qui font profession de dénoncer les peurs et l'exploitation des peurs par les « populistes ». Globalement, le parti de la peur a gagné.

Dès l'annonce de l'élection du candidat Trump, on apprend que l'Allemagne s'inquiète d'une Amérique qui serait « moins prévisible » et d'un président supposé « incontrôlable » qui n'en ferait qu'à sa tête. Adressant rituellement ses félicitations à l'heureux élu, la chancelière Angela Merkel n'hésite pas à lui lancer une mise en garde assortie d'un rappel des valeurs communes à respecter : « L'Allemagne et les États-Unis sont liés par des valeurs, la démocratie, la liberté, le respect du droit, de la dignité de l'homme indépendamment de sa couleur de peau, de sa religion, de son sexe, de son orientation sexuelle ou de ses convictions politiques. C'est sur la base de ces valeurs que je propose une coopération étroite au futur président des États-Unis, Donald Trump<sup>18</sup>. »

La dramatisation des enjeux est telle que les tentatives de ranimer les appels au « cordon sanitaire » paraissent dérisoires, même aux yeux des plus inquiets et des plus motivés. Les « digues » sont jugées inefficaces. Elles n'ont pu résister à la « tornade populiste déclenchée par Trump », ce « héros populiste improbable », comme le dit l'AFP le 9 novembre 2016<sup>19</sup>. Dans une interview publiée le 20 novembre 2016, Lech Walesa, opposant l'apathie des « démocrates » à l'activisme démagogique des « populistes » en Europe, lance un message alarmiste : « On est en train de perdre face au populisme. Les démocrates ne sont pas assez actifs, ils se laissent crier dessus, ne savent pas défendre leurs valeurs. À l'inverse, les populistes qui sont minoritaires savent donner de la voix... Nous aussi devons trouver des solutions pour stopper le populisme qui existe en Pologne. C'est un mal qu'on peut transformer en bien. Ce n'est qu'un cycle, il n'est pas définitif<sup>20</sup>. » Certes, mais ledit « cycle » peut durer longtemps, car le propre d'un cycle temporel est de se répéter sous d'autres formes. L'ironie de l'histoire, c'est que Walesa a été lui-même naguère caractérisé par ses adversaires ou ses rivaux comme un leader populiste<sup>21</sup>. Mais cessons de baptiser « populisme » ce que nous n'aimons pas et ne comprenons pas, et qui nous effraie.

Il est urgent de reconsidérer la question du nationalisme, qu'on croyait désuète. Elle est redevenue la question de l'heure. Le sentiment national s'engouffre dans les mobilisations électorales. À « la France d'abord » répond « l'Amérique d'abord ». Et aussi « l'Allemagne d'abord », « la Hongrie d'abord » et « l'Autriche d'abord ». Derrière les demandes de protection des citoyens, on discerne une inquiétude fondamentale, portant sur la survie de leur nation. L'aspiration à la « grandeur » du pays est loin de n'être qu'un thème nationaliste réactivé par Donald Trump dans sa campagne. La fierté nationale n'est pas chose du passé, même dans les pays européens soumis à la pression des valeurs et des normes antinationales. Quant aux dérives xénophobes, elles sont à rapporter à certaines mobilisations nationalistes privilégiant le rejet de l'immigration, et non pas au populisme

comme tel. Ce qui est sûr, c'est que nous n'en avons pas fini avec le nationalisme sous toutes ses formes – les acceptables, qui, étrangères à toute xénophobie, se confondent avec un patriotisme légitime, et les autres, xénophobes ou clairement racistes, qu'il faut bien sûr combattre. ■

1. La formation d'un camp antipopuliste idéologisé en tant que « camp de la raison » (Alain Minc), en Europe, commence en 1983-1984, en réaction au phénomène Thatcher en Grande-Bretagne, aux premiers succès électoraux du Front national en France et à l'ascension de Jörg Haider en Autriche. Voir Pierre-André Taguieff, « Populismes et antipopulismes : le choc des argumentations », *Mots. Les langages du politique*, n° 55, juin 1998, p. 5-26, [www.persee.fr/doc/mots\\_0243-6450\\_1998\\_num\\_55\\_1\\_2343](http://www.persee.fr/doc/mots_0243-6450_1998_num_55_1_2343) ; et *La revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, Presses universitaires de France, 2015, p. 5-16.
2. Pierre-André Taguieff, *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 15-21 ; et *La revanche du nationalisme, op. cit.*, p. 29-35 et p. 78-81.
3. Pablo Iglesias, « Trump et le moment populiste » (9 novembre 2016), trad. fr. anonyme, 11 novembre 2016, <https://blogs.mediapart.fr/ivan-villa/blog/111116/trump-et-le-moment-populiste-par-pablo-iglesias>.
4. Voir par exemple Guillaume Gendron, « Les fascistes d'«Alt-Right» font la lie des trumpistes », *Libération*, 7 octobre 2016.
5. Titre du dossier publié par *L'Obs*, n° 2715, 17-23 novembre 2016.
6. Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique* [2002], nouvelle édition refondue, Paris, Flammarion, coll. « Champs », 2007, p. 9-18.
7. *Ibid.*, p. 38-39 et p. 176-177.
8. Aristote, *La politique*, trad. fr. Jean Tricot, Paris, Vrin, 2<sup>e</sup> éd., 1970, p. 357-361 (V, 5, 1304 b 20 et suiv.).
9. Jean-Marie Le Pen, *Les Français d'abord*, Paris, Carrère/Lafon, 1984.
10. Donald Trump, cité par Frédéric Autran, « La cour des réacs », *Libération*, 22 novembre 2016.
11. Pierre-André Taguieff, *La revanche du nationalisme, op. cit.*, p. 195-218.
12. Dans son édition datée du 15 novembre 2016, le quotidien *Le Monde* titre : « L'élection de Trump signe-t-elle la fin de la mondialisation ? » avant de dénoncer, dans l'éditorial de la même livraison, « le fantasme de la "démondialisation" ». L'argumentation se réduit à une variation sur le refrain bien connu : « On n'arrête pas le progrès », pour réaffirmer que la mondialisation est irréversible : « On ne reviendra pas sur cette évolution. Elle continuera très largement. » Bref, pour faire référence à un autre célèbre refrain : « Il n'y a pas d'alternative. » On reconnaît le principal topos du discours des élites éclairées.
13. Voir Pierre-André Taguieff, *La revanche du nationalisme, op. cit.*, p. 225-232.
14. Expression empruntée à Marcel Gauchet (avec Éric Conan et François Azouvi), *Comprendre le malheur français*, Paris, Stock, 2016, p. 332.
15. Arielle Thedrel, « Le virage populiste que prend la Pologne annonce une nouvelle donne en Europe centrale », *Le Figaro*, 15 octobre 2007.
16. Voir par exemple Henri Weber, « La montée des populismes en Europe : comment y faire face ? », *Huffington Post*, 18 décembre 2013.
17. François Hollande, cité dans : « Ce qu'il faut retenir de l'interview du 14-Juillet de François Hollande », *Le Monde*, 14 juillet 2016.
18. Angela Merkel, citée dans : « Victoire de Trump : les leaders étrangers entre félicitations et préoccupations », *Les Échos*, 9 novembre 2016.
19. AFP, « Donald Trump, visage américain du populisme », *Le Point*, 9 novembre 2016.
20. Lech Walesa, « L'Europe est en train de perdre face au populisme » (propos recueillis par Camille Neveux), *Le Journal du dimanche*, 20 novembre 2016, p. 12.
21. Voir Paul Zawadzki, « Entre *ethnos* et *dêmos* : les populismes en Pologne », *Mots. Les langages du politique*, n° 55, juin 1988, p. 30-31.